



Le 30 novembre, le Premier ministre s'appêtant à annoncer l'accord conclu avec Mittal.

Photo AFP

Chômage : des chiffres effarants

Le nombre de chômeurs dépasse désormais officiellement les 10 %, avec 400 000 demandeurs d'emploi de plus en dix-huit mois. Dans certaines régions, comme le bassin rennais (où PSA voudrait supprimer plus de 1 000 emplois) ou le bassin Belfort-Montbéliard-Héricourt, le nombre de chômeurs sans aucune activité a déjà explosé de 20 % en un an. Les derniers chiffres du ministère du Travail, publiés le 28 novembre, ont aussi montré un nouveau record du chômage de longue durée (plus d'un an) : 1,9 million de personnes dans la France entière sur 4,9 millions d'inscrits (dont 3,3 millions sans aucune activité). En outre, un rapport rendu public le 3 décembre relève que plus de deux jeunes sur dix sont frappés par la pauvreté. La part des 18-24 ans vivant sous le seuil de pauvreté (quelque 960 euros par mois) atteignait 22,5 % en 2009 (contre 17,6 % en 2004). Dans les zones urbaines sensibles (ZUS), le taux dépassait même 40 %, relève le document, qui montre que plus d'un million de jeunes sont ainsi confrontés à des situations de grande précarité. Selon les dernières données de l'Insee, le taux de chômage s'établissait à 22,7 % au deuxième trimestre 2012 chez les 15-24 ans. Et le gouvernement vient de décider de laisser le champ libre à Mittal pour vider le site de Florange de ses milliers d'emplois, préférant la « compétitivité » (les profits capitalistes) à la survie d'une région entière !

Y. L.

L'émotion et l'indignation sont intenses à Florange, à la suite de l'accord passé entre Mittal et le gouvernement, qui avait un temps ouvert la possibilité d'une « nationalisation temporaire ». Albert Dal Pozzolo, un des secrétaires du comité départemental de Moselle du POI, répond à nos questions.

“L'accord entre Mittal et le gouvernement supprime tous les emplois à Florange”

« Il n'y aura pas de plan social à Florange », avait annoncé le Premier ministre le 30 novembre, date de l'expiration de l'ultimatum de Mittal. Quelle est la réalité ?

Depuis l'arrêt des hauts-fourneaux, 400 intérimaires ont été licenciés et des centaines d'ouvriers des entreprises de sous-traitance ont été aussi licenciés. Il y a quinze mois, 629 salariés titulaires travaillaient aux hauts-fourneaux, ils ne sont plus que 200 ! Sur les 200 qui restent, l'accord passé avec Mittal prévoit que les départs en retraite ne seront pas remplacés, qu'il y aura des préretraites, et le reste des salariés sera muté sur les installations existantes. En résumé, il ne restera plus aucun poste de travail sur les hauts-fourneaux ! La réalité, c'est que « l'accord » passé avec Mittal est un plan qui supprime tous les emplois des hauts-fourneaux et entérine de fait leur arrêt définitif.

Le Premier ministre a déclaré : « Le groupe Mittal s'est engagé à investir au moins 180 millions d'euros sur les cinq prochaines années à Florange. » Là encore, quelle est la réalité ?

Investir 180 millions sur cinq ans, cela fait moins de 40 millions par an. Les sidérurgistes savent que le

minimum d'investissement pour entretenir les installations est de 80 millions par an ! Sur trois ans, il faudrait investir 300 millions, selon le rapport Faure. En fait, l'accord passé avec Mittal accompagne l'arrêt de toutes les installations, faute d'investissements suffisants.

Et le projet européen Ulcos, qui est censé représenter l'avenir des hauts-fourneaux de Florange ?

Mittal n'a donné aucune garantie, dans la mesure où il a arrêté toutes les recherches. Le cabinet Syndex a révélé le 15 novembre 2012 que Mittal avait arrêté le « pilote » à Eisenhüttenstadt, malgré le financement à 100 % des études sur Ulcos par le gouvernement allemand. Et les investissements nécessaires pour le démarrage d'Ulcos sont de loin supérieurs, de l'ordre de 650 millions d'euros.

Le gouvernement prend donc acte que les hauts-fourneaux ne redémarreront pas ! C'est ce que voulait Mittal !

Bref, Mittal ne s'est engagé ni sur le maintien des emplois, ni sur les investissements nécessaires, ni sur Ulcos, ni sur le redémarrage des hauts-fourneaux, ni sur le maintien de l'aciérie, de l'agglomération, du packaging, ni sur le maintien de la totalité du site de Florange ! En réa-

lité, Mittal poursuit le démantèlement de Florange.

Dans ces conditions, que faire ? C'est exactement la discussion à laquelle j'ai participé aujourd'hui à Florange avec différents militants ouvriers.

La population, les élus, les sidérurgistes, les syndicalistes demandaient la nationalisation de l'ensemble du site de Florange afin que le gouvernement puisse se porter garant du maintien de tous les emplois et du redémarrage des hauts-fourneaux. Le gouvernement a choisi de mettre en œuvre le « pacte de compétitivité », c'est-à-dire d'organiser les suppressions d'emplois ainsi que les fermetures d'usines, en application de la baisse du coût du travail exigée par l'Union européenne.

Dans ces conditions, il n'y pas trente-six solutions. Où on l'accepte, et c'est la mort de la région ; où on en appelle à la population, on ne comprend pas que le gouvernement ait revu ses positions. Les hauts-fourneaux restent à l'arrêt. On ne va rien lâcher. On va se battre, tous unis !

Propos recueillis le 4 décembre, à 17 heures



Photo DR

François Lopéra, travailleur d'ArcelorMittal à Florange, délégué CGT :

“On ne va rien lâcher, on va se battre, tous unis !”

Extrait de son intervention lors de la conférence nationale pour l'unité et la résistance, samedi 1^{er} décembre, à Paris :

« Mercredi dernier on a rencontré Montebourg à l'Assemblée nationale. Il avait un reprenneur qui donnait 400 millions et l'Etat en donnait 400 pour le redémarrage des hauts-fourneaux. Et vendredi soir, coup de théâtre : Ayrault annonce l'abandon de la nationalisation et l'accord avec Mittal. 180 millions promis sur cinq ans sur la filière froide. Autrement dit : rien. Il faudrait 500 millions au moins pour l'ensemble du site. On est revenu à la case départ, on ne comprend pas que le gouvernement ait revu ses positions. Les hauts-fourneaux restent à l'arrêt. On ne va rien lâcher. On va se battre, tous unis. »

Plus de 500 militants de toutes tendances réunis à la Bourse du travail de Paris

Michèle Lepeuve

Dans la grande salle de la Bourse du travail de Paris, comble, s'est tenue le 1^{er} décembre la conférence pour l'unité et la résistance.

Un très grand succès, qui a réuni, pendant près de six heures de débats, plus de 500 délégués, militants ouvriers venus de toute la France, mandatés, pour la plupart, par les comités pour l'unité constitués dans la bataille contre la ratification du traité européen TSCG. La majorité des cinquante intervenants, de diverses appartenances politiques et syndicales, a fait état des combats de classe engagés sur une orientation d'indépendance et d'unité, pour la défense de revendications précises, et des questions politiques soulevées par la situation.

Que ce soit les travailleurs d'ArcelorMittal, les internes, les hospitaliers de l'Hôtel-Dieu à Paris, ceux de Dieppe, de Dole, ou de Melun, les travailleurs des chantiers navals de Saint-Nazaire, les postiers de Bobigny ou Brétigny, les ouvriers de PSA Rennes ou Aulnay, les professeurs de lycée professionnel et insti-



Photo DR

tuteurs de Paris, les formateurs de l'AFPA, tous ont indiqué les obstacles auxquels leur résistance à la politique gouvernementale et patronale est confrontée, et comment il est possible d'aider à les surmonter, en combattant pour l'indépendance et l'unité des organisations syndicales.

D'autres intervenants ont analysé les dispositifs gouvernementaux et les tentatives d'impliquer les organisations ouvrières dans leur mise en œuvre : par exemple à l'occasion de la concertation en cours sur la sécurisation de l'emploi, menaçant les droits ouvriers au CDI, par exemple à l'occasion des assises ferroviaires, menaçant le statut des cheminots, par exemple à travers le Haut Conseil du financement de la Sécurité sociale, menaçant l'institution fondée sur le salaire différé, ou encore par un « pacte de confiance » par lequel le ministre de la Santé, Marisol Touraine, voudrait associer les organisations syndicales aux restructurations hospitalières. D'autres encore ont tenu à revenir sur la gravité des dispositions du traité européen de stabilité budgétaire et le caractère antidémocratique des institutions de l'Union européenne.

La déclaration issue de la conférence et la proposition de constituer un comité de liaison national, pour continuer l'échange entre militants ouvriers amorcé lors de cette journée, ont été chaleureusement approuvées par les 500 participants.

Lire également en pages 4 et 5 notre reportage lors de la conférence

ÉCLAIRAGE

“L'accord sur Florange, une aubaine pour ArcelorMittal” (AFP)

Paris, 3 décembre 2012, 16 h 01 (AFP) - L'encre de l'accord intervenu entre ArcelorMittal et le gouvernement sur le sort de Florange à peine sèche, les bons connaisseurs du dossier s'accordaient pour dire que Mittal sort grand gagnant de l'affaire (...). Si les deux parties ont salué un “bon accord”, c'est surtout ArcelorMittal qui a raison de se réjouir, tant les décisions prises s'approchent de ce qu'il prévoyait de faire dès l'annonce de la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

● Le sidérurgiste a-t-il fait des concessions significatives ?

“Non”, répond clairement Guy Dollé, qui était patron d'Arcelor à l'époque de la fusion, dans *Les Echos*. “Il ne fait qu'exécuter son plan initial”, confirme, à l'unisson, Jean-Louis Pierquin, ancien dirigeant du groupe et président du pôle de compétitivité Materialia (...). Autre aspect : l'absence de plan social. “C'était son intérêt et c'était

vraisemblablement ce qu'il aurait fait”, commente M. Dollé. “Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges”, poursuit-il.

● “Pas de plan social, ça ne veut pas dire pas de suppression d'emplois”, souligne de son côté M. Pierquin. Quant aux hauts-fourneaux qu'ArcelorMittal souhaitait fermer et qui doivent être mis sous cocon, ce n'est pas par le projet Ulcos que passera leur salut.

● “Faire croire qu'Ulcos va sauver les hauts-fourneaux lorrains, c'est de la tromperie”, assure l'ancien patron d'Arcelor (...). Pire, le maintien “en l'état” des installations dans l'optique d'y réaliser Ulcos (...) est une aubaine pour ArcelorMittal, qui n'aura pas à procéder immédiatement à un démantèlement et à la dépollution du site, des opérations autrement plus coûteuses que la simple mise en sommeil des installations. »



Photo DR

DOCUMENT

4 décembre : des militants ouvriers de Moselle lancent un appel d'urgence



Photo AFP

« Le gouvernement a entériné ce que voulait Mittal, à savoir l'arrêt des hauts-fourneaux !

Le gouvernement a accepté les conditions de Mittal et lui permet de poursuivre le démantèlement de Florange (...). Dans ces conditions, plus que jamais nous réaffirmons nos exigences :

- le redémarrage des hauts-fourneaux, avec les embauches nécessaires ;
- le maintien de la totalité du site de Florange ;
- le maintien de tous les emplois.

Cela pose la question du retrait de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Mittal, le 1^{er} décembre dans un communiqué, se félicite de ce « bon accord ».

Pour remettre toutes les installations en marche, pour sauver les hauts-fourneaux, tout le site de Florange et tous les emplois, nous nous adressons à la population, aux élus, aux organisations :

Ne faut-il pas organiser la montée de toute la population à Paris, au gouvernement, pour obtenir satisfaction ? »

Premiers signataires : Metzger Patrick (syndicaliste, ArcelorMittal), Maris Frédéric (syndicaliste, ArcelorMittal), Weber Olivier (haut-fourneaux, ArcelorMittal), Walter Broccoli (syndicaliste, ArcelorMittal), Bernard Leclerc (sidérurgiste, ArcelorMittal), Hugues Miller (militant PCF), Jean Markun (secrétaire national du POI), Michel Jakubczyk (sidérurgiste), Arsène Schmitt (président du comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle), Jean-Louis Lorrain (Parti de gauche), Geneviève Marchal (syndicaliste veuves et femmes retraitées mines de fer), Dominique Vannson (syndicaliste), Albert Dal Pozzolo (secrétaire départemental du POI 57), Daniel Prus (syndicaliste ArcelorMittal).

ÉDITORIAL

Et maintenant ?

Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI

“Le gouvernement remet l'avenir du site de Florange entre les mains de Mittal”, titre vic-

torieusement le quotidien du capital financier *Les Echos*. Envolée la « nationalisation transitoire » évoquée par Montebourg ? Ayrault s'en explique : « Le gouvernement n'a pas retenu l'hypothèse de la nationalisation. Il a écarté cette solution au vu des engagements qu'il a obtenus d'ArcelorMittal. La nationalisation (...) n'est pas efficace face à un problème de débouchés (...). Je rappelle que le gouvernement a fait le choix du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. »

Les « engagements obtenus de Mittal » ? Parlons-en. Mittal s'est engagé... à éteindre les hauts-fourneaux et supprimer les emplois (lire page 2).

C'est un problème de « débouchés », prétend Ayrault, rejoint en cela par Pierre Laurent (secrétaire national du Parti communiste français) qui réclame la mise en place « d'un comité national pluraliste associant syndicats, élus locaux, parlementaires, Etat, industriels et banques » pour trouver « des solutions industrielles d'avenir ».

Parlons clair : des « débouchés » acceptables par Mittal, ou des « solutions industrielles » satisfaisantes pour les « industriels et banquiers », tout cela a un prix : la mise en place de la flexibilité, la baisse du coût du travail et l'association des syndicats à ces mesures de déréglementation anti-ouvrière. Tel est précisément le contenu du fameux pacte de compétitivité d'Hollande-Ayrault.

Un gouvernement qui partirait des besoins de la population et non de la recherche des « débouchés qui satisfont les industriels et les banquiers » commencerait par décider la réquisition, (temporaire ou définitive) d'ArcelorMittal afin de garantir tous les emplois. Sur cette base, il finirait bien par trouver des « débouchés ».

C'est précisément sur cette question de la garantie donnée par le gouvernement au maintien de tous les emplois que les comités de Moselle du POI mènent campagne depuis des mois, rassemblant des milliers de travailleurs et de militants de toutes tendances sur cette exigence.

La capitulation du gouvernement Hollande-Ayrault devant Mittal, au moment précis où le chômage explose, et particulièrement le chômage des jeunes (lire page 2) pose une question : quelle force bloquera le plan Mittal-Ayrault, sinon la force des travailleurs unis avec leurs organisations, rassemblés sur les revendications vitales de « maintien de tous les emplois et du site de Florange dans sa totalité, redémarrage des hauts-fourneaux » ?

La conférence qui s'est tenue le 1^{er} décembre à Paris a entendu des militants venus de tous les horizons du mouvement ouvrier. Par-delà leurs différences, ils ont exprimé leur détermination à agir en commun pour ouvrir la voie à la résistance unie des travailleurs et de la jeunesse. Oui, résistance pour défaire chacune des contre-réformes qui découlent de l'alignement du gouvernement sur la troïka, et pour balayer cette dernière, résistance au « compromis historique » auquel on voudrait contraindre les organisations syndicales, résistance pour abroger les traités européens.

Cette exigence trouve aujourd'hui une expression particulière dans la discussion engagée par des militants ouvriers en Lorraine : oui ou non, la montée de toute la Lorraine à Paris, à l'appel des organisations unies, ne serait-elle pas de nature à imposer au gouvernement le recul qui s'impose ? Au-delà de la Lorraine, cette question ne concerne-t-elle pas toute la classe ouvrière de ce pays ?

Maubeuge (Nord)

Débrayages à l'usine MCA (groupe Renault) sur fond de discussions sur la "compétitivité"



Manifestation à Maubeuge

Correspondant de Fourmies

Plusieurs centaines d'ouvriers (sur 2 047 que compte l'usine) ont débrayé lundi 26 novembre et les jours suivants, à l'appel des syndicats SUD, CGT, CFDT et CFTC de l'usine Maubeuge construction automobile (MCA, groupe Renault) qui produit notamment la Kangoo.

Débrayages quotidiens de plusieurs heures bloquant la production, manifestations à travers les ateliers de tôlerie et sur les chaînes de montage... Les unions locales CGT et FO de la Sambre-Avesnois sont venues aux portes de l'usine exprimer leur solidarité aux salariés. A l'origine de la colère des

Suppression de la prime de compétitivité de 500 euros à la veille des fêtes de fin d'année au moment où se déroulent les discussions centrales sur la compétitivité.

ouvriers : la suppression de la prime de performance groupe, soit l'équivalent de 500 euros, et cela à la veille des fêtes de fin d'année. Après l'annonce de la suppression de la prime, nous indiquons un salarié de l'atelier peinture, « l'intersyndicale a demandé 500 euros par personne pour le lancement du nouveau véhicule ».

Accord "compétitivité" et mobilité obligatoire

Or, au même moment, se mènent des discussions centrales dans le groupe sur la fameuse « compétitivité », dans le sillage direct du « pacte » signé le 14 novembre en Espagne.

Samuel Beauvois, du syndicat SUD, explique : « La direction va demander encore davantage de sacrifices au personnel, alors que les salariés de MCA travaillaient toutes les semaines et deux samedis par mois depuis le début de l'année. Des conditions de travail qui se sont encore dégradées avec le lancement du véhicule Citan, en septembre, où, après seulement

trois semaines de congés d'été au lieu des quatre habituelles, le rythme infernal s'est accru à six jours de travail par semaine (tous les samedis !). » Il ajoute que pour sa part, il craint que « l'accord compétitivité » ne soit « calqué sur l'accord signé en Espagne ». Pour le moment, « la direction a fait silence radio là-dessus », explique-t-il, « mais on craint une mobilité obligatoire des salariés. Par exemple chez nous, entre les travailleurs des usines de Maubeuge, de Renault-Douai et celle de Batilly » en Meurthe-et-Moselle, les uns et les autres étant envoyés d'une usine à l'autre en fonction des besoins de la production et aussi des périodes de chômage technique dans telle usine.

« Le bras de fer qui est engagé ne plaît pas à notre P-DG », dit un ouvrier. En effet, pour la direction de Renault et pour tous ceux qui appellent de leurs vœux des « accords de compétitivité » sur le modèle espagnol, cette grève est mal tombée.

Projet de loi d'orientation Peillon

"L'école du socle" contre l'instruction, les qualifications et les statuts

Correspondants

Au diapason de l'Union européenne

Le « socle commun de connaissances et de compétences » a été introduit par François Fillon, alors ministre de l'Éducation nationale, dans sa loi du 23 avril 2005 (1). Il s'agit de la mise en œuvre des recommandations de l'Union européenne sur les « compétences clés », elles-mêmes inspirées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2) et son « kit de survie » (cela ne s'invente pas !) de la fin de la scolarité obligatoire. Il s'agit donc de délivrer des connaissances à minima et de substituer la notion de « compétences », dont l'employeur est seul juge, à celle de « qualification », matérialisée par un diplôme national reconnu dans les conventions collectives et les statuts.

Casser l'architecture collège-école primaire

Le terme « école du socle » a été introduit par Luc Chatel, ministre du gouvernement précédent, dans la circulaire de rentrée 2012 que Vincent Peillon a maintenue. Le ministre veut l'inscrire dans le marbre de la loi.

Aujourd'hui, la mise en œuvre du socle est incomplète : il reste des programmes nationaux organisés par discipline (mathématiques, français, etc.). Pour aller jusqu'au bout, il s'agit de remettre en cause la séparation « école primaire-collège » au profit d'un « continuum », appelé « école du socle ». Cela va de pair avec la remise en cause de la frontière entre scolaire et périscolaire prévue par la réforme des rythmes scolaires, ce qui permet de développer « l'éducation non formelle » qui fait partie du socle.

Casser le statut des enseignants

Il est aussi nécessaire de remettre en cause les statuts des enseignants (et notamment le décret de mai 1950), afin qu'il n'y ait plus d'un côté des professeurs des écoles et de l'autre des professeurs certifiés. On entre dans une logique de « filière de métier » commune aux enseignants, de la maternelle au secondaire.

D'où l'expérimentation des « échanges de services » commencée sous Luc Chatel (par exemple en Haute-Loire ou dans les Landes) : des professeurs des écoles vont en collège et inversement. Vincent Peillon a annoncé son intention d'inscrire dans la loi la mise en place d'un « conseil pédagogique commun » aux écoles et au collège d'un même secteur de recrutement. Ce conseil devrait mettre en place les « projets » qui pourraient être dérogeatoires aux

horaires de cours disciplinaires et au statut des personnels. Les prises de position des enseignants avec leurs sections syndicales dans les établissements scolaires indiquent que, malgré l'appui des responsables de la CFDT, de l'UNSA ou de la FCPE (fédération de parents d'élèves), c'est loin d'être joué !



« Liberté, égalité, fraternité »... Où veulent-ils faire passer cette devise de l'École républicaine ?

(1) Décret 2006-830 du 11 juillet 2006 établissant la liste des huit compétences du socle commun de connaissances et de compétences.

(2) Dès 1994, l'OCDE élabore la notion de « kit de survie ». Elle établit des distinctions entre « connaissances, compétences, et valeurs » puis finalise les « compétences clés ».

PRISES DE POSITION

Les enseignants et leurs sections syndicales veulent l'abandon du projet de loi Peillon et de l'école du socle

A mesure qu'ils prennent connaissance du contenu du projet de loi d'orientation sur l'école, les enseignants s'adressent, avec leurs sections syndicales, au ministre Peillon pour lui demander de renoncer à son projet.

Ils veulent notamment l'abandon de l'école du socle, dispositif introduit par les gouvernements précédents et que le ministre Peillon place au cœur de son projet.

Dans le Val-de-Marne,

les enseignants du lycée Arago, à Villeneuve-Saint-Georges, avec leurs sections SNES et SN-FO-LC se sont adressés au ministre.

« Nous vous confirmons que nous sommes très déçus de voir que vous semblez décidé à conserver la réforme du lycée de votre prédécesseur Chatel. Les réductions de moyens et les contraintes liées notamment à la réforme ont conduit cette année à la rentrée la plus difficile dans notre établissement », écrivent-ils.

Ils demandent le « maintien des programmes et diplômes nationaux, non à leur remplacement par des projets locaux » et disent « non à l'école du socle des connaissances et des compétences ! Non à un nouvel affaiblissement des connaissances des collégiens à leur entrée au lycée. Non au transfert aux régions de l'orientation scolaire avec nos collègues COP, non au transfert de la carte des formations. »

En Seine-et-Marne,

les enseignants du lycée Galilée, à Combs-la-Ville, réunis le 27 novembre 2012 avec les sections syndicales SNES-FSU, SN-FO-LC, Sud Education,

constatent notamment que « le projet de loi ne conçoit plus l'enseignement que dans le cadre du socle commun de compétences et de connaissances et programme un nouvel affaiblissement des enseignements en lycée, ce qui relève plus d'une gestion entrepreneuriale que d'un service public, gratuit et humaniste ».

Ils affirment que « toutes ces mesures sont inacceptables. Elles ne correspondent en rien à nos demandes ».

"Si le projet était maintenu, le ministre porterait la responsabilité d'un conflit majeur dans l'Éducation nationale"

Elles programment la territorialisation de l'éducation et sa réduction au socle commun », et ils demandent que le ministre renonce à son projet.

« Si le projet était maintenu, le ministre porterait la responsabilité d'un conflit majeur dans l'Éducation nationale », concluent-ils.

A Paris,

les sections FO et SNES de la cité scolaire Bergson, dans le XIX^e arrondissement, considèrent que sous la formule de « l'école du socle », « le ministre reprend d'anciennes orientations, rejetées par la grande majorité de la profession, visant à introduire la polyvalence disciplinaire dans l'enseignement secon-

taire. Les enseignants en collège devraient enseigner pour le moins deux disciplines. Elle permettrait d'imposer aux professeurs des collèges d'enseigner dans le premier degré, liquidant de fait le statut particulier des professeurs certifiés et agrégés (décret de 1950).

Les enseignants sont attachés à leur discipline d'enseignement, les élèves ont droit à un enseignement de qualité. »

Les sections FO et SNES « invitent les personnels à se préparer à riposter si, malgré l'opposition des syndicats, le ministre confirmait ses projets » et « s'adressent solennellement à M. Peillon : "Vous devez renoncer à vos projets car ils sont contraires aux droits des personnels et aux attentes des familles et des élèves." »

A Amiens,

les professeurs du lycée Pierre-d'Ailly et leurs sections syndicales SN-FO-LC, SNES FSU, CGT, SNALC « constatent que le projet (...) maintient et aggrave les dispositions prévues dans le cadre de "l'école du socle commun de connaissances et de compétences".

Cela aurait pour conséquence de menacer l'existence des disciplines, des programmes nationaux et de remettre en cause le statut des professeurs. » Ils demandent au ministre « de renoncer à ses intentions :

— abandon de l'école du socle : les professeurs ont passé un concours pour enseigner une discipline. Ils veulent conserver leur qualification et leur statut ;
— aucun transfert de compétences, maintien du cadre national de l'école ;
— maintien de tous les personnels de l'Éducation nationale comme fonctionnaires d'Etat. »

ÉCLAIRAGE

L'accord compétitivité signé en Espagne

Le 14 novembre, le jour même de la grève générale appelée en Espagne par l'Union générale des travailleurs (UGT) et par les Commissions ouvrières (CCOO), les syndicats UGT, CCOO et CCP du groupe Renault en Espagne signaient un « accord de compétitivité ».

Cet accord, obtenu au nom du chantage bien connu au « maintien de l'emploi et des usines », augmente le temps

de travail annuel d'une journée obligatoire et de deux journées « négociables » par an. Il crée également une nouvelle catégorie de contrat d'une durée de dix-huit mois, avec « un salaire équivalent à 72,5 % de celui d'un agent de production qualifié ».

Parmi les mesures de flexibilité adoptées, le groupe « pourra mettre en place un roulement permettant la production pendant les sept jours de la semaine. »

Santé - Protection sociale

Proposition de loi 296 sur les mutuelles

Le débat à l'Assemblée nationale confirme la volonté du gouvernement d'autoriser les mutuelles à pratiquer des remboursements différenciés

Informations ouvrières s'est expliqué sur la gravité de la proposition de loi 296 autorisant les mutuelles à pratiquer des remboursements différenciés à leurs adhérents selon qu'ils consultent ou non dans le cadre d'un réseau de soins accrédité.

Nicole Bernard

Le 29 novembre, les organisations syndicales des internes ont réaffirmé leur opposition totale à ce texte, et ce, malgré sa réécriture qui vise à affirmer que le remboursement différencié ne concernerait en aucun cas les actes et consultations des médecins. Elles ont raison, comme l'a démontré le débat à l'Assemblée nationale.

Le débat a commencé par des déclarations lénifiantes sur le caractère bénin de la proposition selon lesquelles l'introduction dans le Code de la Mutualité du droit pour les mutuelles de pratiquer des remboursements différenciés viserait à établir une « concurrence honnête » entre les assurances privées et les mutuelles. C'est déjà tout un programme !

Mais très rapidement, le ministre de la Santé, Marisol Touraine, a dévoilé ses véritables objectifs : « Nous devons aussi préciser le rôle et la place des complémentaires, notamment des mutuelles. Longtemps ces complémentaires n'ont fait que compléter les remboursements de l'assurance maladie. Mais aujourd'hui, la réalité n'est plus la même, en particulier pour certains soins tels que l'optique, les prothèses dentaires ou auditives. Dans ces domaines, les complémentaires, on peut le regretter, mais c'est aujourd'hui une réalité, assurent la plus grande partie des frais engagés par nos concitoyens. »

Et pourquoi cette situation, que M^{me} Touraine « regrette » ? N'est-ce pas parce que tous les gouvernements depuis les années 1970 se sont opposés à une quelconque revalorisation de la prise en charge des prothèses et des lunettes ? Et cela au nom de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale pillée par les exonérations ? Il faut oser « regretter » cette situation quand on présente, dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2013, un programme de 2,4 milliards d'économies sur les dépenses de la Sécurité sociale. Donc, pour le ministre, les mutuelles ne sont plus des assurances complémentaires, mais des assurances tout court, au même titre que la Sécurité sociale.

Et de poursuivre : « Cette proposition de loi a pour objet de permettre aux mutuelles de contribuer, selon les mêmes règles que les autres complémentaires, à la régulation de l'accès aux soins. C'est en particulier l'enjeu du conventionnement dans les secteurs dans lesquels les régimes complémentaires assurent la majorité des remboursements. »

Il s'agit donc bien de permettre aux mutuelles de « conventionner les professionnels de santé » et de mieux rembourser les patients des professionnels conventionnés que les autres. Aujourd'hui, les dentistes et les opticiens, et demain, qui, sinon les médecins ?

Les internes ont bien raison. Le ver est dans le fruit

Que les assurances privées et les institutions de prévoyance aient déjà le droit de le faire ne remet pas en cause l'accès aux soins, tant est peu important le nombre de patients qui font confiance aux assurances privées, malgré tous les efforts de l'Union européenne et des gouvernements à sa solde pour les promouvoir. Mais que les mutuelles, qui ont 38 millions d'adhérents, puissent le faire, ce serait un véritable basculement. Les internes l'ont bien compris.

Les patients d'un médecin non conventionné par la mutuelle (ou la compagnie d'assurance !) auront un reste à charge plus important.

Et l'on ose nous dire que cela ne remet pas en cause la liberté de choix du médecin par le patient ?



Manifestation des internes, le 20 novembre, à Paris.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ISNIH, L'ISNCCA ET DE LA FNSIP (1)

Les internes réaffirment leur opposition à la proposition de loi 296

Les internes, chefs de clinique et assistants souhaitent exprimer à nouveau leur vive inquiétude à la suite du vote à l'Assemblée nationale de la proposition de loi 296 portant sur les réseaux de soins.

L'ISNIH, l'ISNCCA et la FNSIP ont constaté que le débat sur les réseaux de soins prenait de l'ampleur au sein de l'opinion publique. Lors de la séance du 28 novembre 2012 à l'Assemblée nationale, nous avons pu constater que nombre de parlementaires, quel que soit leur bord politique, exprimaient des réserves importantes sur cette proposition de loi. Celle-ci a malgré tout été adoptée sans aucune garantie quant à l'absence de remboursement différencié pour les patients, cela malgré les propos de la ministre de la Santé, qui nous a assuré dans une lettre qu'elle nous a adressée hier vouloir « exclure explicitement que des réseaux de soins puissent être mis en place avec les médecins, incluant une différenciation de remboursements pour les patients ayant recours à des médecins ayant adhéré aux réseaux ».

Les jeunes médecins et pharmaciens que nous représentons, qui exerceront aussi bien

en milieu hospitalier que libéral, ne peuvent que s'alarmer à nouveau de voir menacés l'accès aux soins de nos patients ainsi que l'indépendance et la qualité de l'exercice libéral de demain.

Nous constatons que ceux qui cherchent à ériger les mutuelles en chevaliers blancs de la protection sociale sont en réalité en train de mettre à mal notre système de santé, juste et solidaire, et trompent nos concitoyens. Nous réaffirmons que cette proposition crée de fait les conditions d'une large privatisation de notre système de soins, participant à la création d'une médecine à plusieurs vitesses.

L'ISNIH, l'ISNCCA et la FNSIP vont donc réfléchir aux suites à donner, et rappellent que le préavis de grève déposé le 12 novembre 2012 n'a toujours pas été levé.

(1) Il s'agit des organisations syndicales des internes, respectivement : Inter-Syndicat national des internes des hôpitaux ; Inter-Syndicat national des chefs de clinique assistants ; Fédération nationale des syndicats d'internes en pharmacie.

ENTENDU À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les paroles... et les actes !

Jacqueline Faysse, députée de Nanterre du groupe « gauche démocrate et républicain » a fait la déclaration suivante :

« Nous avons bien compris qu'il s'agit de répondre à une demande de la Mutualité française, qui redoute de "perdre des parts de marché face aux institutions de prévoyance et aux sociétés d'assurance", dans la mesure où ces dernières utilisent largement les réseaux de soins dont sont théoriquement privées les mutuelles (...). La modification proposée du Code de la Mutualité créerait une complémentaire à deux vitesses, donc une rupture d'égalité (...). »

Fortes paroles qui se sont traduites par... l'abstention sur la proposition de loi !

EN BREF

Grève à la maternité de l'hôpital Trousseau, à Paris



Les personnels de la maternité de l'hôpital Trousseau sont en grève depuis le 26 novembre.

Confrontés depuis février 2012 à la fermeture de la maternité de l'hôpital Saint-Antoine entraînant ainsi le transfert de 1 300 accouchements supplémentaires à Trousseau, qui « avait déjà une activité de 2 500 naissances par an », ils dénoncent, avec leurs syndicats USAP-CGT et FO AP-HP la suppression de quarante-cinq emplois lors de ce transfert. Selon les deux organisations syndicales, qui revendiquent dans une pétition commune le recrutement de personnels soignants en salle de naissance, aux urgences, en suite de couches ainsi que le remplacement des congés maternité et longue maladie, et l'acquisition de matériel, « cette réorganisation a de lourdes conséquences pour la prise en charge des femmes à l'accueil des urgences, à la salle des naissances et dans le service gynéco-obstétrique ».

La grève, qui vient d'arracher l'embauche de cinq aides-soignants et brancardiers ainsi que des travaux aux urgences gynécologiques, se poursuit. En effet, selon un responsable FO cité par *Le Parisien* (30 novembre), « on ne sait pas s'il s'agit d'un budget supplémentaire ou s'il est pris sur autre chose ! Les travaux et les embauches ne doivent pas se faire au détriment d'autres postes. »

L. F. ■

Plus de cinq cents agents du ministère du Travail rassemblés les 20 et 21 novembre à la Bourse du travail de Paris, à l'appel des syndicats CGT SUD, SNU et FO

« Cette participation massive montre la volonté des collègues de dire stop, de dire qu'il faut une rupture avec la politique du précédent gouvernement », a souligné Sylvie Denoyer, de la CGT du ministère, lors d'une conférence de presse, à l'issue des débats.

Des dizaines d'agents ont dressé le bilan d'années et d'années de réduction d'effectifs, de démantèlement même, avec l'externalisation de missions, de services et de personnels, d'attaques contre l'inspection du travail. Ils ont également fait état des multiples mouvements qui avaient lieu dans les services.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a annoncé la poursuite des suppressions d'emplois et, pour 2013, une nouvelle « réforme » de l'inspection du travail remettant en cause l'indépendance des agents de l'inspection du travail. Enfin, avec l'acte III de la décentralisation, les services emploi et formation professionnelle du ministère et leurs agents seront fortement touchés, car certaines missions passeront aux régions. Les centaines d'agents présents ont, à travers le vote de plusieurs motions, rappelé leurs revendications : non à la décentralisation, aux externalisations et mutualisations, non à la baisse des effectifs, à la poursuite de la dérégulation du Code du travail. Ils ont réaffirmé leur volonté de préserver une inspection du travail généraliste, indépendante, appuyée sur le statut et la convention 81 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Un appel à la grève pour le début de l'ouverture des discussions au Parlement sur l'acte III de la décentralisation a été voté. **Correspondant ■**

Chronique

INTERNATIONALE

Objectifs et enjeux du voyage d'Obama en Asie

François Forgeue

Le 7 novembre 2012, Barack Obama est réélu président des Etats-Unis. Dix jours plus tard, il s'envole pour l'Asie. Un voyage qui donne toute sa portée à la priorité accordée, en matière de politique étrangère, à l'Asie : « [Le président Obama] a raison de centrer son action sur l'Asie, l'affirmation de plus en plus forte de la Chine constitue un défi » (*International Herald Tribune*, 19 novembre).

Donner la priorité à l'Asie, c'est en effet, avant tout, accentuer la pression diplomatique, économique et militaire sur la Chine. Pas un jour ne passe sans que l'on mette en garde contre les menées bellicistes de la Chine. Pourtant, si l'on y regarde d'un peu plus près, quelle est la véritable puissance belliciste ?

Les dépenses militaires américaines (plus de 40 % des dépenses mondiales) sont sept fois plus importantes que celles de la Chine. Du Japon à l'Australie, un cercle de bases militaires américaines entoure la mer de Chine. La troisième Flotte américaine et la septième sont toutes deux présentes dans le Pacifique, et les plans du Pentagone visent à ce que la moitié de la flotte de guerre américaine stationne dans le Pacifique dans les années à venir.

Est-ce là dire que le voyage éclair du président Obama a été une tournée triomphale ?

Les choses sont plus compliquées. Le gouvernement américain peut se fixer des priorités, mais il le fait dans une situation de crise mondiale : « On peut souhaiter une réorientation stratégique vers l'Asie, mais cela ne veut pas dire qu'on peut le faire », note un groupe de conseillers et, comme le souligne le *Financial Times* (20 novembre), « alors que le président Obama effectue le premier voyage à l'étranger de son second mandat, Gaza est en flammes, la Jordanie au bord du précipice et la guerre se poursuit en Syrie... »

Il n'y a pas que le Moyen-Orient. En Europe, la résistance aux plans de misère de la troïka contraint les Etats-Unis, par le truchement du FMI, à peser de plus en plus sur les pays de l'Union européenne. Ce que révèle ce premier voyage du président Obama, c'est que la place mondiale des Etats-Unis introduit dans les fondations mêmes de ce pays la charge explosive de l'instabilité du système capitaliste mondial tout entier, des crises, des conflits qui ravagent l'ensemble de la planète.

L'événement



Place Tahrir, au Caire (Egypte), le 30 novembre, des dizaines de milliers de manifestants protestent contre un décret promulgué le 22 novembre par le président Mohamed Morsi. Ce décret interdit toute contestation de ses décisions avant l'élection d'un nouveau Parlement.

Photo AFP

Palestine, Egypte, Tunisie...

Le mouvement révolutionnaire des peuples s'affirme comme une réalité incontournable

François Lazar

L'instabilité des régimes de « transition », mis en place avec le soutien actif de l'impérialisme américain et de l'Union européenne en Egypte et en Tunisie, est un sujet de préoccupation de premier plan pour les grandes puissances.

Les gouvernements de la confrérie des Frères musulmans et son équivalent en Tunisie, à la fois garants du maintien des accords d'association et considérés par les grandes puissances comme l'ultime rempart au surgissement révolutionnaire des peuples, se trouvent sur un volcan social, comme le rappellent les récentes manifestations en Tunisie et en Egypte. Dans le même temps, la guerre interne qui ravage la Syrie, où l'Etat ne contrôle plus la totalité du territoire, ouvre la perspective encore plus sanglante d'un éclatement du pays en plusieurs régions. Celles-ci seraient dirigées soit par les forces du régime, soit par des groupes fondamentalistes paramilitaires rivaux, ou encore par les éléments de l'opposition officielle financée par le Qatar, soutenue par le gouvernement français, et dont l'armement et l'entraînement militaire ne cessent de progresser et de gagner en efficacité. Dans le nord-est de la Syrie, des organisations kurdes liées aux forces du Kurdistan irakien et turc, tout en rejetant les groupes armés « rebelles », évoquent la constitution d'un territoire autonome, provoquant des menaces de représailles de la part du gouvernement turc. La Jordanie est également menacée dans ses fondements mêmes. Dans le même temps, l'Iran affirme sa place de puissance régionale, provoquant les plus vives inquiétudes des Etats pro-américains du Golfe, où transitent 40 % de la production pétrolière et gazière mondiale. La marche à la révolution bouleverse depuis près de deux ans tous les rapports établis depuis plusieurs décennies. Dans le cadre du nouveau Moyen-Orient, élaboré sous la présidence de Georges Bush,

l'impérialisme américain cherchait à jeter de nouvelles bases de contrôle avec les pays arabes « modérés », mais aussi avec la Syrie, proposant largement ses capacités financières pour corrompre les élites, offrir des visas pour la jeunesse issue des couches dirigeantes, en imposant aux peuples des plans de privatisations et d'ajustement structurels avec le FMI.

Dans ce contexte général d'une grande instabilité, où le mouvement révolutionnaire des peuples s'affirme comme une réalité incontournable, l'impérialisme s'engage plus que jamais pour que plus rien ne s'effondre. Mais la capacité des Frères musulmans à tenir et à contenir la situation est un facteur d'incertitude pour l'impérialisme américain, qui considère l'Etat

ÉCLAIRAGE

Une simple mise à jour du plan de partition de 1947

Dans un article publié par le journal britannique *The Guardian* (30 novembre) et titré : « Le vote de l'ONU pour reconnaître la Palestine légitime un statu quo raciste », l'universitaire Joseph Massad note qu'« en dépit des assurances contraires, le nouvel Etat est prédisposé à saper le statut de l'OLP aux Nations unies. Alors que l'OLP représentait tous les Palestiniens, l'Autorité palestinienne représente seulement les résidents de la Cisjordanie. Cette reconnaissance a diminué l'Etat palestinien géographiquement, de 43 % de la Palestine historique, concédée par le plan de partition (1947) à moins de 18 % de celle-ci (peut être même 10 % si nous considérons les annexions, colonies, bases militaires, etc.), et a réduit le nombre de Palestiniens de 12 millions d'individus à 2,4 millions de résidents de la Cisjordanie, dont 40 % sont des réfugiés.

Le vote est essentiellement une mise à jour du plan de partition de 1947, par lequel l'ONU garantit aux colons israéliens et à leurs ascendants, 80 à 90 % de la Palestine, laissant le reste aux habitants d'origine, cela risquant d'annuler le droit au retour des réfugiés. »

La récente offensive meurtrière israélienne contre la population civile de la bande de Gaza : un avertissement lancé à tous les peuples de la région.

d'Israël comme le seul élément de stabilité dans la région. Cependant, la politique de l'Etat d'Israël, fondée sur la négation du droit du peuple palestinien à vivre sur sa terre, provoque en retour des éléments d'instabilité. La résistance du peuple palestinien, dont les revendications sont réaffirmées de génération en génération depuis plus de soixante ans, est un exemple qu'il faut briser. La récente offensive israélienne meurtrière contre la population civile de la bande de Gaza était, de ce point de vue, un avertissement lancé à tous les peuples de la région. L'Autorité palestinienne, mise en place par les accords d'Oslo en 1993, et fondée pour suppléer dans les territoires palestiniens aux forces israéliennes d'occupation, est au bord de l'effondrement. C'est pour la sauver et maintenir coûte que coûte le cadre existant que la France et plusieurs pays de l'Union européenne ont voté, le 29 novembre dernier, l'admission à l'ONU d'un « Etat de Palestine » avec un statut d'observateur. L'Etat d'Israël, pointe avancée de la politique américaine au Moyen-Orient, défend néanmoins ses propres objectifs et refuse de faire la moindre concession territoriale. Le 1^{er} décembre, la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, tout en rejetant pour la forme la reconnaissance du pseudo-Etat, déclarait à l'attention de dirigeants israéliens : « Avec très peu d'argent et sans ressources naturelles, l'Autorité palestinienne a accompli pas mal de choses, construisant une force de sécurité qui travaille chaque jour avec les FDI (forces armées israéliennes — NDR). Ils ont des succès comme entrepreneurs. Ils sont nationalistes, mais largement laïques. Israël doit les soutenir. » Tout cela en réaffirmant son attachement au sacro-saint « droit d'Israël de se défendre », qui, sur le terrain, consiste à terroriser la population palestinienne. L'équilibre est fragile pour les tenants de l'ordre mondial et, comme l'a souligné l'ancien conseiller américain à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, dans une conférence récente : « La résistance populiste (sic) à tout contrôle externe (à savoir celui des Etats Unis — NDR) fait dérailler le nouvel ordre mondial. »

TUNISIE > Grèves et manifestations à l'appel de l'UGTT

L'UGTT dénonce "la répression des manifestations pacifiques"

Correspondant

Le chômage qui n'en finit pas de s'étendre, l'absence du moindre soupçon de projet de développement, l'autisme des représentants de l'Etat, notamment du gouverneur, la corruption, l'injustice ont poussé les citoyens de Siliana à manifester, le 27 novembre dernier, pour réclamer la démission du gouverneur et l'engagement immédiat de mesures concrètes en faveur de l'emploi.

La deuxième journée de manifestation à l'appel de l'union régionale de l'UGTT, plus de 260 personnes ont été blessées, dont certaines éborgnées. Deux journalistes ont également été blessés. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a précisé : « Le principe de l'intervention policière est de ne pas faire de morts » ! Intervenant à la télévision au soir de cette deuxième journée de manifestation, le Premier ministre du gouvernement de la coalition dirigée par le parti islamiste Ennahda prévient : « Ce gouverneur ne partira pas. » Le lendemain, l'union régionale de l'UGTT de Siliana a appelé à la grève générale et à l'organisation d'une manifestation pour réclamer la démission du gouverneur et la mise en place d'un programme de développement économique dans la région. Les revendications de Siliana sont celles portées par la révolution depuis deux ans. « Les habitants de Siliana les plus touchés par la pauvreté ne se mettront jamais à genoux... les manifestants étaient prêts à mourir pour leurs droits », a déclaré Nejib Sebtî, secrétaire général de l'union régionale de l'UGTT. Le bureau exécutif de l'UGTT dénonce « la répression des manifestations pacifiques ». Le 30 novembre, devant la surdité du gouvernement, une vaste manifestation, rassemblant des dizaines de milliers de citoyens, a pris symboliquement la direction de Tunis, sur un trajet de plusieurs kilomètres. « Puisque le gouverneur ne part pas, on le laisse dans une ville déserte », a déclaré une citoyenne participant à la marche.

Les manifestations de soutien se multiplient dans tout le pays, à l'appel des unions régionales de l'UGTT. En visite officielle dans la ville de Zarzis, le Premier ministre a été reçu par une manifestation qui l'a sommé de dégager. « Zarzis n'est pas lâche », « Zarzis, c'est Siliana », criaient les manifestants.

Le 1^{er} décembre, le gouvernement et l'UGTT ont ouvert des négociations, qui ont abouti à la



Photo correspondant

mise à l'écart du gouverneur Ahmed Mahjoubi, parent du Premier ministre Hamadi Jebali, dont les fonctions seront exercées par son adjoint. Des manifestations se multiplient dans toutes les villes du pays. La crise politique qu'exprime, depuis plus d'un an, l'incapacité de l'Assemblée « constituante » à garantir la souveraineté de la nation, prend une nouvelle ampleur. Le président provisoire, Moncef Marzouki, appelle à la « formation d'un gouvernement restreint (...) pour empêcher une contagion de l'instabilité à d'autres régions ». Le Premier ministre lui a répliqué qu'il lui répondra par écrit. Le bureau exécutif de l'UGTT dénonce la campagne de dénigrement et de dénonciation menée par des responsables gouvernementaux contre la centrale syndicale, accusant les citoyens d'être les soutiens du régime précédent. Le communiqué du bureau exécutif de l'UGTT précise qu'il soutient et adopte les revendications des habitants de Siliana et qu'il les encadre. Il s'étonne du double langage qui consiste à appeler au dialogue avec l'UGTT dans le même temps où on la dénigre et où on l'attaque, y compris dans ses locaux. C'est à Siliana que s'est organisé le premier comité de protection de la révolution aux premiers jours de la révolution. Et c'est à partir de Siliana que s'ouvre une nouvelle étape de la révolution, presque deux ans, jour pour jour, après son déclenchement. La révolution, dont le mot d'ordre à l'encontre de Ben Ali était « Dégage ! », désigne aujourd'hui sa cible : le gouvernement de la coalition dirigée par Ennahda.

CONGO

La guerre dans un gigantesque "libre-service minier"

Paul Nkuzimana

Depuis quinze ans, la République démocratique du Congo (RDC) vit une guerre civile quasi permanente.

En 2011, la RDC était, selon les données du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le deuxième pays le plus pauvre de la planète, après le Burundi et avant le Niger. Pourtant, la RDC, baptisée « scandale géologique » par les experts, renferme de gigantesques richesses minières massées à l'est : manganèse, or, coltan, étain, cobalt et cuivre. C'est sans doute pour cette raison que dans ce pays, toutes les guerres sont toujours parties de l'Est. Les provinces de l'est du pays sont en effet depuis longtemps la cible de la convoitise des multinationales occidentales. C'est donc une région où se sont concentrées les milices, dont les plus actives aujourd'hui sont les Mai Mai, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, issues des Forces armées rwandaises qui ont commis le génocide de 1994 au Rwanda, et le M 23, issu du Congrès national pour la défense du peuple du général déchu, Laurent Nkunda, à direction tutsi (Banyamulenge), qui avait été intégré aux Forces armées de la RDC (FARDC). Il est clair que les gouvernements, les milices et les gouvernements de la sous-région (Rwanda, Ouganda) sont engagés dans le pillage des richesses de ce pays devenu un immense « libre-service minier » au service de multinationales et groupes étrangers, notamment américains, opérant sur le terrain.

Depuis la semaine du 19 novembre 2012, le M 23 occupe la ville de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Progressant vers le sud-ouest, il a occupé la localité de Saké après avoir rencontré une brève résistance des FARDC, de la Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo (Monusco) et des milices Mai Mai.

M 23 à se retirer de Goma et de l'ensemble de ses positions.

Le Rwanda — accusé par l'ONU et les partis dits d'opposition à Kinshasa, d'être impliqué dans la guerre en RDC en soutien au M 23 — nie toute participation à ce conflit. Mais tous les événements montrent à l'environnement que le Rwanda et l'Ouganda, en particulier, constituent les piliers de l'ordre de l'impérialisme américain dans cette région des Grands Lacs.

L'Union africaine et l'ONU ont sommé le M 23 de déposer les armes et d'évacuer Goma. Le chef politique du M 23, Jean-Marie Runiga Rugerero, y met comme condition les négociations inclusives avec Kinshasa. A ce stade, nul ne peut prédire la suite des événements. Il y a un risque d'internationalisation du conflit (on parle déjà de l'appel, comme par le passé, aux troupes angolaises), tout comme Joseph Kabila peut être lâché par l'impérialisme américain, comme l'a été son père, Laurent Désiré Kabila et, avant eux, Mobutu.

Il ne fait pas de doute que c'est encore une fois le peuple congolais qui fait les frais de cette guerre de pillage des richesses dont regorge le sous-sol de son pays. Déjà, plus de 120 000 personnes ont été jetées sur les routes, dans les forêts, etc. Des tensions de type communautaire commencent à se développer.

La paix en RDC et dans la région de Grands Lacs ne peut procéder que de la souveraineté des peuples sur leurs richesses et prenant dans leurs mains leur propre destinée, par la rupture avec le carcan de l'impérialisme.

"C'est encore une fois le peuple congolais qui fait les frais de cette guerre de pillage des richesses dont regorge le sous-sol de son pays"

Rappelons que la Monusco constitue le plus gros contingent des Nations unies à travers le monde, avec un dispositif de 17 000 hommes. Des milices ont été partiellement intégrées dans les FARDC, qui comptent aujourd'hui 75 000 hommes mal équipés, mal payés, et qui commettent au quotidien des exactions contre les populations civiles.

Réunis d'urgence à Kampala, en Ouganda, les présidents Joseph Kabila (RDC), Paul Kagame (Rwanda) et Yoweri Museveni (Ouganda) ont publié un communiqué appelant le

BRÉSIL

Premier meeting, à São Paulo, pour la défense du Parti des travailleurs

Correspondant

En 2005, durant le premier mandat de Lula, le chef de l'un des partis bourgeois avec qui la direction du Parti des travailleurs (PT) avait fait alliance, à l'époque, accusait le PT d'avoir « acheté des votes de parlementaires ». Bien que les faits n'aient jamais été prouvés, la Cour suprême du Brésil (STF), seule institution restée intacte depuis la dictature militaire, a inculpé trente-sept personnes et en a condamné vingt-cinq, dont quatre dirigeants du PT, les ex-présidents José Dirceu et Jose Genoïno, le député João Paulo et l'extrémiste Delúbio Soares. Orchestré pour coïncider avec les récentes élections municipales, le jugement a été retransmis en direct par les principaux médias du pays. Cinq cents personnes, dans un auditorium plein à craquer, en plus d'un écran géant disposé à l'extérieur, étaient réunies le 24 novembre 2012 à São Paulo pour le premier meeting pour la défense du PT, contre l'offensive déchaînée par ce « verdict d'exception ». Plus de trois mille personnes l'ont suivi sur Internet.

On lira ci-après quelques extraits des interventions.

Markus Sokol (membre de la direction nationale du PT, courant O Trabalho, et de la coordination du regroupement Dialogue pétiste) :

« Voici donc quatre longs mois que le parti est attaqué. Et la direction a préféré différer la réaction. Mais la réaction a commencé. La note de la commission exécutive nationale du parti dénonce le procès comme étant politique. (Cette attaque contre le parti) était-elle inévitable ? Certes, des alliances sont nécessaires au gouvernement pour réaliser les aspirations populaires, mais avec des partis qui ont des affinités, et des secteurs populaires prêts à marcher avec nous. Mais la voie choisie a été la coalition avec les partis qui sont là pour n'importe quelle majorité. Le STF veut condamner le PT, ce qui serait une exception, pour sauver ainsi la règle du système. Système qui va bien au-delà du financement électoral. Le système, ce sont les institutions héritées de la dictature, maintenant "démocratisées" : le présidentialisme de coalition, appuyé sur le congrès centre d'affaires, sur lesquelles veille l'intouchable STF. Nous avons le droit de ne



pas accepter le STF et de contester cette agression contre la démocratie. »

José Genoïno (ex-président du PT) : « J'ai été condamné pour avoir été président du PT. A l'époque, au début du gouvernement Lula, je faisais un travail difficile d'intenses relations politiques d'alliances et de coalitions. J'affrontais la situation, je n'achetais pas des votes. Des secteurs de la presse n'ont pas le droit d'exercer un lynchage médiatique, aboutissant dans les faits à une condamnation par avance. Je considère ma condamnation comme une injustice. Je suis innocent. »

Adriano Diogo (député d'Etat de São Paulo) :

« Des informations en provenance du gouvernement nous disent qu'il s'in-

quiète au sujet de la tenue de meetings pour la défense du PT. Mais, il n'y a qu'une seule voie, la nôtre : agir et lutter !

Inutile de se voiler la face et de dire : "Je ne connaissais pas José Dirceu, je n'ai jamais connu Genoïno..." Inutile aussi que ceux qui sont au gouvernement fédéral pensent que nous, ici, sommes des individus "malhonnêtes, indignes et scélérats". Ne renions pas la couleur de notre drapeau : vive le PT ! »

José Dirceu (ex-président du PT) :

« Dès le départ, ce jugement était évidemment politique. Même si, au regard de la législation actuelle, une série d'actes illégaux ont été commis et si chacun, affilié ou non au PT, doit répondre de ses actes, l'objectif de cette procédure était tout autre. Quittant le terrain sur lequel ils subsistent des revers, les élites en ont créé un nouveau, celui de la "judiciarisation de la politique", offensive menée par l'intermédiaire d'une pression exercée par les médias sur le tribunal. »

Jacy Afonso (secrétaire à l'organisation de la Centrale unique des travailleurs, CUT) :

« Il est important de lutter pour une réforme politique. Cette même Cour suprême (STF), qui condamne aujourd'hui des dirigeants du PT, n'a jamais

même instruit depuis seize ans l'"action directe d'inconstitutionnalité" déposée auprès d'elle concernant la dénonciation par le gouvernement Fernando Henrique Cardoso de la convention 158 de l'OIT, pourtant ratifiée par le Congrès, portant sur le licenciement arbitraire. »

Julio Turra (exécutif de la CUT) a clos le meeting en lisant la proposition de la tribune de convoquer de nouveaux meetings, proposition approuvée par acclamation :

« Nous refusons le "verdict d'exception" qui veut préserver la règle, c'est-à-dire le système politico-électoral marqué par la corruption, par la double caisse et le trafic d'influence. Plus que jamais, nous défendons le PT qui est né "de la volonté d'indépendance politique des travailleurs, fatigués de servir de masse de manœuvre pour des partis et des politiciens compromis avec l'ordre économique actuel" (Manifeste de fondation) !

Aujourd'hui, nous répondons à l'appel de l'exécutif du PT à défendre le PT. Et nous nous engageons dans la plus large unité avec tous les secteurs prêts à le défendre dans des débats et des meetings publics ! »

CONFÉRENCE OUVRIÈRE EUROPÉENNE

Premières réponses

Informés de la tenue, à Paris, de la conférence nationale pour l'unité et la résistance, les camarades Luis Gonzalez, membre du conseil confédéral des Commissions ouvrières (CCOO), et Jordi Salvador, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (UGT) de Tarragone, qui compte parmi les soixante-dix-sept militants ouvriers de toutes tendances de l'Etat espagnol à l'initiative de la proposition d'une conférence ouvrière européenne ouverte, se sont adressés aux délégués réunis à Paris le 1^{er} décembre.

Partageant l'objectif d'un « combat déterminé pour l'unité des travailleurs et leurs organisations, pour l'abrogation des plans d'austérité et des traités européens », ils ont informé leurs camarades de France qu'ils ont « pris l'initiative, avec des syndicalistes des peuples d'Espagne, de proposer la tenue d'une conférence ouvrière européenne » visant à « contribuer, de façon coordonnée, dans chacun de nos pays, à lever les obstacles qui se dressent contre la réalisation de l'unité, pour abroger les plans assassins de l'Union européenne et ses traités, contre la dictature de la troïka ! »

Une proposition de militants de l'Etat espagnol d'ores et déjà appuyée par plus d'une centaine de militants ouvriers de toutes tendances du Portugal, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Suisse et d'Italie.

Une conférence dont les camarades de l'Etat espagnol proposent qu'elle se tienne les 15, 16, 17 mars 2013, à Tarragone.

ESPAGNE

Forte mobilisation pour la défense de la santé publique

Correspondant

Tous les gouvernements régionaux, qui ont pleine compétence dans le domaine de la santé, sont en train de mettre en place des plans de coupes drastiques dans les budgets de la santé. Parallèlement, le gouvernement central a réduit les aides publiques aux handicapés. Cinquante mille personnes handicapées venues de tout le pays ont manifesté à Madrid contre ces coupes.

Depuis le 14 novembre, journée de grève générale où les secrétaires généraux des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'Union générale des travailleurs (UGT) ont décidé de ne pas donner suite à la grève qui posait la question de la chute du gouvernement et du retrait des plans d'austérité, la résistance des travailleurs se poursuit malgré tout, notamment dans la santé.

QUATRE JOURNÉES DE GRÈVE DANS LA SANTÉ

Le 31 octobre 2012, le gouvernement régional de Madrid a adopté un plan dit de « soutenabilité », qui ouvre la voie à la privatisation du secteur public de la santé. Dans un premier temps, 20 % des centres de santé seraient privatisés, 8 000 emplois supprimés, vingt-six catégories de personnel externalisées, etc.

Ce plan, qui fait suite au décret du mois d'avril du gouvernement Rajoy, doit être mis en application dans toutes les régions selon le plan d'austérité dicté par l'Union européenne et le FMI. La réponse de toutes les catégories de personnel de la santé est unanime : une vingtaine d'hôpitaux ont été occupés pendant tout le mois de novembre, ainsi que 400 centres de santé.

Les fédérations syndicales ont été contraintes d'appeler à quatre jours de grève, les 26 et 27 novembre et les 4 et 5 décembre.



Des milliers de personnes handicapées ont défilé le 2 décembre à Madrid.

Ce mercredi 5 décembre, un rassemblement est convoqué devant le Parlement, à Madrid. Pour leur part, les médecins ont décidé en assemblée, le 27 novembre au soir, de poursuivre la grève.

UN APPEL DE SYNDICALISTES

Adressé aux secrétaires généraux des Commissions ouvrières et de l'UGT de Madrid, un appel est soumis à signatures et prises de position. Il indique notamment : « Il faut empêcher que les travailleurs de la santé restent isolés. Cela concerne

tous les travailleurs qui, partout, sont soumis aux mêmes plans : enseignants, travailleurs des transports, etc. Vous avez la responsabilité d'impulser la mobilisation unie pour la défense de la santé publique jusqu'au retrait du plan de privatisation du gouvernement régional et du gouvernement Rajoy, qui agit sur ordre de l'Union européenne. »

Dimanche 2 décembre, des rassemblements ont été organisés devant tous les hôpitaux et centres de santé de la région sous les mots d'ordre : « La santé n'est pas à vendre, elle est à défendre ! » ■

ROUMANIE

Le cirque sans le pain

Lu dans le bulletin de l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AEM) de Roumanie

Emilian Condell

"Nous sommes le 17 octobre 2012. Bucarest a été pris d'assaut par les représentants de la bourgeoisie, vêtue des couleurs les plus diverses, les uns en orange ou violet, d'autres en jaune ou en bleu ou, comme une sorte de farce de l'histoire, en rouge.

Au palais du Parlement (ex-Maison du peuple), la partie "populaire" de la troïka s'est réunie en conseil. Des bureaucrates européens descendent de luxueuses limousines en regardant avec dégoût le peuple qui crie son droit à une vie décente. Malheureusement, ceux qui sont venus leur souhaiter "la bienvenue" en un chœur de sifflements et de huées ne savent pas trop ce qu'ils veulent.

Ils veulent en finir avec Basescu. Très bien, moi aussi je le veux, mais cela ne suffit pas. Basescu va partir, mais la bourgeoisie va rester. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que la classe ouvrière (élèves, étudiants, ouvriers, ceux qui travaillent avec les bras et ceux qui le font avec la tête, chômeurs, aussi bien ceux qui sont indemnisés que ceux qui ne le sont pas, retraités) sache se battre pour ses intérêts. Jusqu'à ce qu'elle prenne son destin en main. Jusqu'ici, les représentants du capital regardent avec dégoût ceux qui, par leur travail, leur apportent le profit.

Plus loin, sur l'ex-stade "23 août", reconstruit et rebaptisé par quelques soi-disant doctes "Arène nationale", l'autre partie de la bourgeoisie lance ses candidats pour les élections parlementaires qui auront lieu le 9 décembre 2012. Les partisans de l'Union sociale libérale (USL), autrement dit, l'autre clique bourgeoise qui maintenant se pose en anti-Basescu, mais qui l'a soutenu sans faille de 1990 à aujourd'hui, ont pris d'assaut l'Arène nationale pour applau-



Le président roumain et le président du Conseil européen, le 22 novembre 2012.

Des options extraordinaires. Quel que soit ton vote, tu te retrouves avec la troïka.

dir ceux qui veulent être élus (réélus pour la plupart) au Parlement.

Après la clôture du spectacle au stade, tous ces partisans de l'USL (à peu près 70 000 personnes) s'en sont allés tranquillement chez eux, sans même aller saluer les bureaucrates de Bruxelles qui ont remis en fonction Basescu, en dépit du fait qu'environ huit millions de Roumains aient voté pour qu'il soit démis. A moins peut-être que leurs dirigeants, qui mènent la même politique de soumission à la troïka, ne les aient-ils pas laissés y aller ?

Aux prochaines élections, le peuple roumain va avoir à choisir entre des représentants de la troïka et... des représentants de la troïka. Des options extraordinaires. Quel que soit ton vote, tu te retrouves avec la troïka.

La seule solution reste la création d'un parti des travailleurs qui représente de façon réelle et légitime les intérêts de la classe ouvrière. La multitude de partis et groupuscules bourgeois ne pourra pas et ne se propose même pas de défendre les intérêts des travailleurs. Alors : union des travailleurs, unité ! ■

BANGLADESH

120 travailleurs meurent dans l'incendie d'une usine de confection à Dhaka

La Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh nous fait parvenir des informations sur le tragique incendie qui a coûté la vie à plus de 120 travailleurs, en majorité des femmes, à Ashulia, dans la banlieue de Dhaka. Il s'agit d'une usine de confection installée dans un grand immeuble vétuste, haut de huit étages. Cette entreprise, qui s'appelle Tazreen Fashion, travaille pour l'exportation.

Nombre de victimes ont été atrocement brûlées, d'autres se sont tuées en essayant d'échapper à l'incendie, sautant par les fenêtres des étages les plus élevés. Ce genre d'incendie se produit fréquemment au Bangladesh. Les entreprises du textile et de la confection, qui constituent le secteur essentiel de l'exportation, comptent nombre d'entreprises où non seulement les salaires sont extrêmement bas, mais où il n'existe pratiquement pas de mesures de sécurité, où les locaux sont insalubres et n'offrent aucune protection contre les incendies.

C'est ce qui permet au Bangladesh de se targuer d'avoir l'un des coûts du travail les plus bas du monde. Pour les marchés, tout va bien. *The Economist*, l'hebdomadaire financier britannique, écrit par exemple : « Les indicateurs du bien-être sont tous en hausse. Si la croissance économique annuelle, de l'ordre de 6 %, se poursuit, un pays qui, il n'y a pas si longtemps, était synonyme de pauvreté,

pourrait voir augmenter rapidement les revenus dans la décennie qui vient. »

La Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh se refuse à voir dans cet événement tragique le résultat d'un accident. Il s'agit au contraire d'une conséquence de la politique menée par le patronat du textile et de la confection et par ses

donneurs d'ordre, les compagnies multinationales. La fédération appelle les travailleurs du Bangladesh et leurs organisations à s'unir pour imposer le respect des normes de sécurité, et notamment la mise en œuvre de la convention 155 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la sécurité au travail. ■

Solidarité avec les ouvriers du textile du Bangladesh

Extraits du message de solidarité adressé aux travailleurs du textile au Bangladesh et à leurs organisations par la fédération syndicale pakistanaise, la All Pakistan Trade Union Federation (27 novembre 2012)

« La All Pakistan Trade Union Federation (APTUF) a appris avec horreur la nouvelle de l'incendie qui a éclaté à l'usine textile Tazreen Fashion, à Dhaka, au Bangladesh, au cours duquel 120 ouvriers ont trouvé la mort. Au XXI^e siècle, c'est le système capitaliste qui fait revenir à l'époque du Moyen Âge où les travailleurs n'avaient aucun droit.

L'APTUF présente toutes ses condoléances pour la mort de 120 personnes dans cet incendie. Nous exigeons que le gouvernement déclare que l'employeur est coupable d'homicide et soit jugé, et qu'une action soit intentée contre le ministère du Travail et les autorités gouvernementales qui n'ont pas assuré la sécurité et la santé de ces travailleurs. Les marques internationales sont également responsables, en dehors des industriels directement impliqués, car ces marques et entreprises multinationales ne se soucient absolument pas des conditions de travail inhumaines qui règnent ici.

C'est tout à fait calculé, car c'est étroitement relié à la nature de la chaîne de production de cette industrie où le capital est constamment à la recherche de régions où le coût du travail est le plus bas pour y implanter sa production, afin de conserver des marges de profit élevées et pour ne pas avoir à mettre en œuvre le Code du travail ».

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Report du procès de l'ancien dirigeant des jeunesses de l'ANC, Julius Maléma

Le procès de l'ancien dirigeant des jeunesses du Congrès national africain (ANC), Julius Maléma, a été reporté au 23 avril 2013, le parquet ayant décidé d'ajouter le racket à la liste des chefs d'accusation, tous rejetés par l'accusé qui dénonce un procès politique.

Julius Maléma ne sera donc pas entendu par la justice avant le prochain congrès de l'ANC, en décembre prochain, à l'issue duquel l'actuel président, Jacob Zuma, dont Maléma est l'un des principaux opposants, entend se succéder à lui-même. Rappelons que Julius Maléma, qui s'est prononcé de longue date pour la nationalisation des mines qui sont toutes restées aux mains des grands groupes capitalistes blancs internationaux, fait l'objet, comme Lybon Mabasa, du SOPA, et l'évêque Johannes Séoka, de menaces de mort pour l'appui qu'ils ont apporté aux mineurs en grève après le massacre de Marikana.

A l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, des centaines de militants ouvriers dans le monde ont signé une lettre au président Zuma pour exiger des garanties sur la protection de la vie des trois militants menacés.

CHIFFRE

18,7

C'est, en millions, le nombre de chômeurs dans la zone euro en octobre. Il s'agit d'un niveau record. En un mois, 173 000 travailleurs sont venus officiellement grossir les rangs des chômeurs (+ 2,17 millions en un an). Le taux de chômage en Espagne a atteint 26,2 % en octobre. En Grèce, où les dernières données disponibles datent du mois d'août, il s'élevait à 25,4 %.

CHINE

Ces soulèvements paysans qui font trembler la bureaucratie

Les expropriations de terres sont à l'origine de nombre des violentes révoltes en Chine ces dernières années.

Sous la pression de ces manifestations, la nouvelle direction du Parti communiste chinois (PCC) tente de calmer le jeu, sur un terrain devenu pour elle explosif, en faisant adopter un projet de loi qui augmenterait les indemnités versées aux paysans chassés de leurs terres.

Parmi les violents soulèvements de paysans qui font trembler la bureaucratie, celui de Wukan, dans le Guangdong (sud), où la population a chassé l'un des derniers bureaucrates du PCC pour élire ses propres représentants, une première en Chine. En Chine, depuis la révolution, les terres rurales appartiennent en principe « collectivement » aux agriculteurs. Mais, en zone urbaine, l'Etat reste propriétaire du sol. Dans les faits, ce sont les bureaucrates locaux qui négocient la cession des parcelles dont les paysans ont l'usufruit. Facteur aggravant, ces bureaucrates dépendent des ventes de terrain pour atteindre leurs objectifs de croissance économique. D'où leur zèle à procéder aux expropriations les plus brutales.

Grande-Bretagne : par milliers contre la hausse des frais d'inscription



Le 21 novembre dernier, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, venus des universités de dix-sept grandes villes du pays, ont manifesté dans les rues de Londres contre la hausse des frais d'inscription universitaire.

Ces derniers ont en moyenne triplé, atteignant des sommes pouvant aller jusqu'à plus de 10 000 euros par an selon les universités, financièrement autonomes. La moyenne nationale des frais d'inscription est de 8 500 euros, c'est-à-dire le triple de ce qu'elle était il y a deux ans, lorsque la loi augmentant ces frais et supprimant les allocations étudiantes avait été votée. De puissantes manifestations avaient eu lieu à Londres à l'époque, donnant lieu à de nombreuses violences policières contre les étudiants qui avaient notamment occupé le siège du Parti conservateur. Le président du syndicat étudiant NUS, Aaron Porter, membre du Labour Party, avait fait retomber sur les étudiants la responsabilité des violences policières, créant ainsi une situation de paralysie du syndicat dans certaines universités et de rejet dans d'autres.

ÉTATS-UNIS

Grève des employés de fast-food, à New York

Les employés de plusieurs chaînes américaines de fast-food, comme Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell et Burger King, à New York, étaient en grève et manifestaient le 29 novembre dernier pour exiger des augmentations de salaires et le droit de créer leurs syndicats.

Les télévisions locales ont notamment montré des images de grévistes devant un restaurant McDonald's, à Manhattan, l'un d'eux affirmant « vivre dans la pauvreté », un autre « dépendre de bons alimentaires ».

Les multinationales comme McDonald's « font d'énormes bénéfices, versent des rémunérations exorbitantes à leurs patrons, pendant que la plupart d'entre nous gagnent à peine assez pour survivre », déclare un gréviste.

C'est ce profond mouvement qui s'est à nouveau exprimé le 21 novembre dernier, en dépit de toutes les difficultés. Et cela, dans une situation où le nombre de jeunes inscrits à l'université a drastiquement chuté en raison de l'augmentation faramineuse des frais et alors que, selon les chiffres officiels, 963 000 jeunes âgés de 16 à 24 ans sont actuellement au chômage.

Une situation à tel point explosive que le NUS a été contraint d'appeler à la manifestation.

Mais, lorsqu'à la tribune du meeting final, le nouveau président du NUS a déclaré : « la grève n'est plus un mode d'action adapté au XXI^e siècle », il a été copieusement hué. C'est peu de dire que dans ces conditions, la manifestation de dizaines de milliers d'étudiants venus de tout le pays a montré la détermination de la jeunesse à arracher son droit aux études, le retrait de la loi qui lui impose de telles augmentations. Une volonté qui rappelle celle exprimée par les travailleurs et leurs syndicats, dans des conditions somme toute analogues, lors de la manifestation du 21 octobre dernier.

MONDE

Les prix alimentaires, à des niveaux record, menacent la survie de millions de personnes

La Banque mondiale le reconnaît, les prix alimentaires restent « proches » des niveaux record et menacent la survie de millions de personnes.

« Les prix élevés s'imposent de plus en plus comme la nouvelle norme, alors que 870 millions de personnes vivent toujours dans la faim et que des millions d'enfants meurent chaque année » des suites de la malnutrition, souligne ce rapport.

Pour le seul mois d'octobre, les prix alimentaires mondiaux ont bondi de 7 %.

Sur un an, d'octobre 2011 à octobre 2012, les prix du maïs ont flambé de 17 %, ceux du blé de 24 %.

Entre juillet et septembre, le prix du maïs a ainsi bondi de 28 % à Haïti, l'un des Etats les plus pauvres du globe.

« La sécurité alimentaire est-elle vraiment une priorité dans l'agenda politique mondiale ? », feint de s'interroger la Banque mondiale dans son rapport.

« Comme pour l'extrême pauvreté, il y a eu très peu de progrès dans la lutte contre la faim (...) depuis le début de la crise économique mondiale », ajoute-t-elle cyniquement, alors même qu'avec le FMI, l'Union européenne et les autres institutions internationales de l'impérialisme, elle multiplie les mesures qui aggravent toujours plus la situation des masses populaires partout dans le monde.

CROATIE

Le secteur public en grève contre les mesures d'austérité

Le 29 novembre dernier, en Croatie, la majorité des employés des secteurs de l'éducation et de la santé ont pris part à une grève d'une journée pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement.

Selon les syndicats, 70 % des 100 000 personnes employées dans les écoles primaires, secondaires et les universités ainsi que dans les établissements médicaux ont participé à cette grève, la première touchant ces secteurs depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement social-démocrate de Zoran Milanovic il y a près d'un an.

Dans les hôpitaux, seules les urgences fonctionnaient.

En septembre, le gouvernement avait décidé d'annuler des contrats collectifs de travail dans le secteur public, une mesure affectant quelque 250 000 employés.

BRÉSIL

L'envers du décor

Les principales victimes de la violence au Brésil, un pays de 194 millions d'habitants, sont jeunes, pauvres, noirs et métisses, révèle une étude intitulée « Carte de la violence 2012, la couleur des homicides ».

Deux fois plus de Noirs et de métis que de Blancs ont été tués entre 2002 et 2010 au Brésil, où 52 % de la population est noire ou métis. En neuf ans, 418 414 personnes ont été victimes d'homicides, une moyenne de 125 par jour, dont 272 422 (les deux tiers) étaient des Noirs ou des métis.

« En 2010, pour chaque jeune tué en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Pologne ou en Angleterre, 144 jeunes Noirs ont été tués au Brésil et 106 jeunes Blancs », déclare Julio Jacobo Waiselfisz, auteur de l'étude. Les jeunes Noirs sont les plus touchés dans la tranche d'âge de 21 ans.

« C'est une véritable pandémie », a affirmé M. Waiselfisz, selon qui, en dépit des politiques compensatoires (bourses études, bourses famille, et autres) menée par les gouvernements PT (Parti des travailleurs – NDLR) cette dernière décennie, « nous ne nous sommes pas donné les moyens d'offrir l'intégration sociale nécessaire (...). Nous avons huit millions de jeunes Noirs qui n'étudient pas, ne travaillent pas et n'ont pas de perspectives. »

Ajoutons que le salaire des travailleurs noirs au Brésil correspond à 60 % seulement de celui des Blancs, selon les chiffres officiels.